

Fiche

La croissance économique d'un pays ne suit pas, d'année en année, un rythme régulier. Elle connaît des périodes d'accélération et de ralentissement, voire de recul. Ces fluctuations économiques se constatent sur le long terme, et les économistes divergent sur les explications de cette instabilité de la croissance. Les politiques destinées à faire face à ces irrégularités présentent des instruments variés, qui comportent cependant des limites.

1. Le constat de l'irrégularité de la croissance économique

- L'observation statistique a, depuis longtemps, mis en évidence l'instabilité de la croissance : à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, des économistes comme le Français C. Juglar ou le Russe N. Kondratiev ont mis en évidence des ondulations des variables économiques, et notamment du rythme de la production. On parle ainsi du cycle Juglar (d'une durée de huit à dix ans) ou du cycle Kondratiev (d'une durée de cinquante ans environ). Dans tous les cas, il s'agit de l'alternance de phases de forte croissance et de ralentissement économique, pouvant parfois déboucher sur une diminution de la production (dépression).
- Sur la période de l'après-guerre, la France a ainsi connu une longue phase de croissance forte (les Trente Glorieuses entre 1945 et 1975) pendant laquelle le taux de croissance annuel moyen du PIB a été de l'ordre de 5 %. À cette phase a succédé une période de récession, marquée par un net ralentissement de la progression du PIB, analysé comme le retour d'une crise économique, situation que le monde avait déjà connue en 1929. La différence avec la Grande Dépression est que, depuis 1975, les années de baisse de production ont été peu nombreuses, la production sur longue période continuant à progresser, bien qu'à un rythme modeste. En 2009, cependant, dans le sillage de la crise financière ouverte en 2008, les pays développés ont connu des baisses sévères de leur PIB (– 2,7 % pour la France et – 6,3 % pour le Japon, par exemple) et la croissance, depuis, reste atone dans la plupart des pays développés.

Exercice n°1

2. Des fluctuations aux explications multiples

- Les différentes hypothèses avancées pour expliquer ces fluctuations reflètent des clivages d'analyse révélateurs de l'éventail théorique et idéologique de la science économique. Certaines écoles de pensée mettent en effet l'accent sur des phénomènes affectant la demande comme moteur de la croissance, alors que d'autres privilégient la prise en compte des conditions qui caractérisent le fonctionnement de l'appareil productif et sa capacité à générer l'offre de biens et de services.
- **L'insuffisance de la demande** : l'économiste britannique J. M. Keynes (1883-1946) a mis au cœur de son analyse de la crise l'insuffisance de la demande globale. Pour lui, le ralentissement du rythme de la production s'explique par l'insuffisance de débouchés au niveau de la consommation des ménages et, par rebond, des achats de biens de production des entreprises, c'est-à-dire de l'investissement. Appliquant son schéma à la crise de 1929, Keynes décrit le cercle vicieux qui alimente la crise : baisse de la demande globale → ralentissement de l'activité économique → montée du chômage et baisse des revenus → baisse de la demande, etc.
- **La crise de surproduction** : l'analyse de Karl Marx (1818-1883) est bien antérieure à celle de Keynes et elle met en cause la logique même de l'accumulation des profits réalisés par les capitalistes, accumulation qui les amène à développer les capacités de production à un rythme supérieur aux capacités de débouchés de la consommation. Ce décalage récurrent conduit à un retour régulier des crises de surproduction qui engendrent un chômage de masse aggravant la situation de surproduction. Marx voit dans le retour cumulatif des crises un processus de destruction à terme des structures du capitalisme.
- **Le choc d'offre de l'innovation** : on désigne par l'expression "choc d'offre" les effets sur l'activité économique d'une transformation soudaine et importante d'une ou de plusieurs conditions de la production. L'économiste J. Schumpeter (1883-1950) a développé une analyse des cycles et des crises économiques fondée sur l'irruption, à intervalles

réguliers, d'innovations majeures révolutionnant les modes de production et de consommation. Ce choc sur l'offre se traduit, dans un premier temps, par la fragilisation et l'élimination des structures vieilles et des produits obsolètes (situation de crise et accroissement du chômage) et provoque ensuite une phase de croissance dynamique au fur et à mesure que les effets de l'innovation se diffusent.

• **La crise pétrolière, un choc d'offre et de demande**: la crise du milieu des années 1970 est souvent mise sur le compte de l'envolée des prix du pétrole (multiplication par 4 en quelques mois) en 1974, en raison de la répercussion de cette hausse sur les coûts de production des entreprises, mettant à mal leur compétitivité. Cette pression sur les coûts contraint les entreprises les plus fragiles à réduire leur volume de production et entraîne la faillite de certaines d'entre elles. Mais, du côté des ménages, cette hausse des prix déclenche un « choc de demande » : en augmentant la facture énergétique dans les budgets, elle comprime le pouvoir d'achat et réduit la consommation de produits manufacturés et de services. La spirale de la récession est alors en marche.

• **Crise financière, crise du crédit** : une autre explication, plus adaptée à la crise actuelle, met en avant le rôle des désordres financiers dans la genèse de la crise. Si la crise de 1929 a été déclenchée par le krach boursier de Wall Street, elle s'est rapidement diffusée à la sphère de la production en raison de la contraction du volume du crédit (*credit crunch*) qui en a résulté. Sur le même schéma, la bulle financière engendrée par la spéculation immobilière des années 2000 aux États-Unis a débouché sur la crise des *subprimes* à partir de 2007. Ces emprunts à risque, accordés à des débiteurs insolvables incapables de les rembourser, ont fait s'effondrer la valeur du patrimoine de ceux qui les détenaient dans leurs portefeuilles de valeurs. Les répercussions en chaîne sur les banques, les entreprises et les ménages ont diffusé la crise de la sphère financière à l'économie réelle, avec des dégâts considérables sur la production et l'emploi.

3. Agir face aux fluctuations : les politiques conjoncturelles

• Face à cette instabilité, les politiques publiques ont pour ambition d'agir de manière contra-cyclique, pour ralentir l'activité économique lorsqu'elle est en surchauffe (mais ceci n'est pas d'actualité), et surtout pour la relancer en période de récession. Les deux instruments classiques de ces politiques de court terme (politiques conjoncturelles) sont la politique budgétaire (à travers les dépenses et recettes de l'État) et la politique monétaire (agissant sur le crédit et sur la monnaie).

• La politique budgétaire, d'inspiration keynésienne, vise, en période de crise, à accroître les dépenses publiques pour relancer la croissance, notamment en favorisant la reprise de l'investissement public et privé, et en soutenant la consommation des ménages.

• La politique monétaire consiste à réguler la progression de la masse monétaire, mais elle pose aujourd'hui un problème : si certains États ont encore la maîtrise de leur monnaie (États-Unis, Grande-Bretagne, Japon...), les pays de la zone euro ont délégué leur pouvoir monétaire à la Banque Centrale Européenne, indépendante des autorités politiques nationales.

5. Conclusion

L'intervention des pouvoirs publics pour agir sur la conjoncture se heurte aujourd'hui à l'étroitesse de leurs marges de manœuvre budgétaires et à la mondialisation des flux économiques, qui rend illusoire toute action isolée d'un État. Les politiques de rigueur risquent de générer des situations de stagnation, voire de déflation : celle-ci se traduit par la baisse de la production, des revenus, de la demande et des prix dans une spirale auto-entretenu génératrice d'un chômage de masse. Mais la forte progression de l'endettement public et l'incapacité des  tats à réduire le déficit budgétaire rendent problématique la mise en œuvre de politiques de relance qui permettraient de conjurer ce risque de déflation.

Notions clés

- Fluctuations  conomiques.
- Dépression.
- Crise  conomique.
- Demande globale.
- Choc d'offre/ choc de demande.
- Politique budgétaire/ politique monétaire.
- Déflation/ désinflation.

